

NOM, Prénom :

Le

2012

Adresse :

CP Ville

Lettre recommandée AR n°

Lettre ouverte à

Mme _____

Candidate UMP aux élections législatives

Objet : **Sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe**

Madame,

Le Président François Hollande a défini les grandes lignes de sa politique énergétique dans une lettre datée du 2 mai 2012 (consultable en ligne sur www.santepublique-editions.fr).

Il y annonce l'ouverture d'« **un grand débat sur l'énergie associant largement les acteurs et les citoyens pour la première fois sur ce sujet** » et ajoute : « **Le Parlement en fixera les conclusions par le vote d'une loi de programmation de la transition énergétique** ».

Si les électeurs vous choisissent, **vous devrez donc prendre position à ce sujet.**

Concernant le nucléaire, l'UMP avait, par la voix de son candidat aux élections présidentielles Nicolas Sarkozy, pris position **contre la fermeture des centrales, y compris de la plus vieille, celle de Fessenheim, âgée de 34 ans**. Cette centrale est située à **20 km de Mulhouse, 22 km de Colmar, 45 km de la ville suisse de Bâle et 85 km de Strasbourg**, où siège le Parlement Européen.

Mais notre région est aussi concernée par le risque nucléaire, puisque la centrale de _____ est située à _____ km de la ville de _____.

Cette centrale est actuellement âgée de _____ ans.

Or, en France, l'inéluctable **vieillissement des centrales** est le **premier facteur de risque d'accident nucléaire**. En effet, l'**usure des matériaux**, l'augmentation du **nombre d'incidents** et la possibilité de **défaillances simultanées** augmentent le risque d'accident majeur. De plus, certaines parties sont **impossibles à remplacer**, comme la cuve du réacteur et son enceinte de confinement.

Le **départ à la retraite** des salariés présents depuis l'origine engendre une **perte de mémoire** et, donc, de **capacité à faire face aux accidents**. Ce « **fleuron industriel** » français repose essentiellement sur les compétences de ceux qui l'ont mis en œuvre. Eux partis, qu'en restera-t-il ?

De plus, les conditions dans lesquelles la **maintenance** est effectuée depuis vingt ans, par des **sous-traitants** dont la **durée des interventions** est sans cesse **raccourcie** font que, de l'aveu même de l'Autorité de sûreté nucléaire, « **les ressources matérielles mises à disposition des prestataires sont fréquemment insuffisantes ou inadaptées, ce qui a pu conduire à des conditions de travail dégradées en matière de sécurité et de radioprotection** ». (Rapport ASN 2010, p. 350)

C'est pourquoi je vous invite à prendre connaissance des **données chiffrées** concernant ce problème occulté mais ô combien important, en ligne sur le site **www.santepublique-editions.fr**, où vous trouverez également des informations sur **la situation à Fukushima**, non publiées par les grands médias abreuvés de publicité par EDF. **Pourtant, au Japon, la catastrophe continue.**

Tous les partis de gauche se sont clairement **positionnés en faveur d'une sortie du nucléaire** à plus ou moins longue échéance (de 10 ans pour le NPA à 20 ans pour EE-LV), précédée ou non d'un débat national, suivi d'un référendum (Parti de Gauche et PCF, réunis dans le Front de Gauche), à l'exception de LO, qui se contenterait de la nationalisation du secteur de l'énergie, au prétexte que cela serait une garantie de sûreté suffisante, ce qui ne me paraît pas correspondre à la réalité.

Pour ma part, **j'envisagerai sérieusement d'apporter mon suffrage à votre candidature aux élections législatives dès le premier tour, si et seulement si vous acceptez de prendre en compte la nécessité de sortir la France du nucléaire avant la prochaine catastrophe.**

En effet, **44 des 58 réacteurs français (76 %) ont déjà plus de 25 ans** (voir les tableaux en ligne sur **www.santepublique-editions.fr**).

Or, c'est l'âge limite de fonctionnement fixé par ceux qui les ont construits. Interrogés à ce sujet par Annie Lobé respectivement le 11 mars et le 28 avril 2012, **Henri Gaino** et **Pierre Lellouche** (UMP) ont répondu du tac au tac : « **Je sais** ». Nos centrales ne sont donc pas prévues pour durer 30 ans comme on voudrait nous faire croire. **Les prolonger à jusqu'à 40 ans, voire plus, c'est jouer avec le feu.**

Par conséquent, même si le programme de François Hollande est mené à bien, avec la fermeture de **seulement 24 réacteurs d'ici 2025**, ce sera **l'assurance d'une catastrophe nucléaire en France !**

Et si ces « vieilles » centrales sont remplacées par des EPR, fonctionnant au MOX, lequel contient du plutonium, la gravité des accidents à venir sera encore augmentée.

Or, depuis le 11 mars 2011, Fukushima a changé la donne nucléaire : désormais, même les *nucléocrates* savent que **la France est dans le peloton de tête des candidats à l'accident grave.**

C'est **ce qu'a révélé l'Autorité de sûreté nucléaire** dans son rapport du 3 janvier 2012, qui préconise d'équiper d'un **générateur diesel « d'ultime secours »** (coût unitaire : 50 millions d'euros) et d'un **circuit d'alimentation en eau de secours** chacun des 58 réacteurs français, ainsi que de doter chaque site nucléaire d'un **bâtiment bunkerisé** servant de centre de gestion de crise en cas d'accident.

Mais dans l'attente de ces travaux pharaoniques, nos centrales nucléaires continuent de fonctionner, telles des Titans dotés de canots de sauvetage en nombre insuffisant pour tous les passagers. C'est un risque inacceptable !

L'humanité est témoin de la **gravité croissante des accidents nucléaires**, de Three Mile Island (fusion partielle du cœur de réacteur) à Tchernobyl (explosion du cœur de réacteur nécessitant l'intervention sacrificielle de plusieurs centaines de milliers de personnes pendant plusieurs semaines), puis Fukushima (3 cœurs de réacteurs en fusion depuis plus d'un an, avec impossibilité totale de maîtriser la situation).

Une catastrophe nucléaire n'a jamais de fin. Elle marquerait dans leur chair ces générations futures auxquelles François Hollande veut donner la priorité, car **la radioactivité modifie l'ADN**. Compte tenu de l'exiguïté de notre territoire à l'échelle des émanations radioactives, les **femmes enceintes seraient forcées d'avorter**, sous peine de donner naissance à des **êtres humains monstrueux, comme ceux photographiés à Tchernobyl** par Paul Fusco.

L'économie serait dévastée, les récoltes rendues non comestibles. C'en serait fini de la gastronomie et des vins français. Ceux qui le peuvent partiraient le plus loin possible, mais **seraient ruinés car la valeur de leur patrimoine immobilier chuterait immédiatement et irrémédiablement**. Quant aux autres, ils seraient **livrés à eux-mêmes, aucune évacuation totale de la population n'étant ni possible ni même prévue**.

Je refuse d'être l'otage d'un tel niveau de risque.

Certes, le gouvernement japonais tente par tous les moyens de « **sauver la face** » pour faire croire à sa population et au monde entier qu'il suffit d'arrêter tous les réacteurs en un an, comme il l'a fait, pour résoudre l'inextricable situation. Mais la réalité est toute autre : **le riz est contaminé, le thé est contaminé, des enfants commencent à avoir de la radioactivité dans leur corps**. Cette catastrophe n'aura jamais de fin.

C'est pourquoi, lorsque vous voterez la loi de programmation de la transition énergétique, c'est vous qui prendrez la responsabilité d'éviter à tout prix, sur le sol français, le cauchemar d'un accident qui ruinerait notre pays.

L'arrêt des centrales est la seule garantie de « sûreté » nucléaire.

Quitte à mettre la main à la poche, je préfère que ce soit pour **isoler mon logement ou abandonner le chauffage électrique** afin de **réduire ma consommation**, plutôt que de jeter mon argent dans le puits sans fond d'un renforcement des circuits de secours des centrales nucléaires, dont rien ne garantit qu'ils seront à la hauteur en cas de problème.

Si un tsunami ou un tremblement de terre sont improbables sur le sol français (quoique la centrale du Tricastin serait mise à mal en cas de nouveau séisme identique à celui survenu en Provence le 11 mars 1909, une date qui n'est pas si lointaine...), **la rupture de l'alimentation électrique ou de l'alimentation en eau, cause d'accident nucléaire, pourraient être causés, en France, par une tempête ou par la sécheresse.**

Notre territoire n'est pas à l'abri d'un phénomène climatique exceptionnel aux conséquences dramatiques. Comme vous le savez, la catastrophe a été évitée de justesse

au Blayais en 1999, à 42 kilomètres de Bordeaux. Mais rien ne prouve que si un tel incident se reproduisait aujourd'hui, son issue serait encore favorable.

Car en effet, depuis plus de deux décennies, la **sous-traitance** a eu un tel **impact négatif sur les interventions de maintenance et les contrôles qu'un retour à l'emploi direct des techniciens par EDF, bien qu'il soit nécessaire**, ne suffirait pas à garantir la France contre un accident nucléaire (voir *Les dossiers du Canard Enchaîné* n° 121 : « Nucléaire, c'est par où la sortie ? Le grand débat après Fukushima », p. 47-49).

Vous serez donc acculé à gérer le vieillissement du parc nucléaire et aurez la responsabilité de décider, par votre vote, s'il faut réduire la consommation électrique, prolonger la durée d'exploitation de ces centrales, prévues pour durer 25 ans, ou lancer la construction d'EPR, au coût unitaire de **6 milliards d'euros**, qualifié de « **réacteur le plus dangereux du monde** » par le groupe d'experts Global Chance le 8 décembre 2011, et dont nul ne sait *si et quand* il fonctionnera (voir les révélations des *Dossiers du Canard*, p. 42-44).

Le *remake* du fiasco de Superphénix (*ibid.* p. 70) se profile déjà à l'horizon... Ne serait-il pas plus raisonnable d'arrêter les frais et de **construire rapidement des centrales au gaz pour gérer la transition avec les énergies renouvelables** ?

EDF a mis à l'arrêt ses **centrales électriques alimentées par le fioul lourd** issu des raffineries du groupe pétrolier Total, situées sur le sol français. Ne serait-il pas judicieux, pour réduire notre « dépendance énergétique », de remettre en service ces centrales en les équipant de nouveaux filtres antipollution et de systèmes de désulfuration performants ?

Au final, le gaspillage nucléaire nous aura coûté vraiment très cher, et il coûtera de plus en plus cher.

D'ores et déjà, la rentabilité est inaccessible à la centrale de Fessenheim : **le coût pour EDF de son fonctionnement et de sa maintenance est supérieur à ce que lui rapporte la vente de l'électricité produite** (voir la lettre adressée au président de l'Autorité de sûreté nucléaire le 29 février 2012 par Annie Lobé).

Philippe de Ladoucette, le président de la Commission de régulation de l'énergie, a annoncé le 16 janvier 2012 une **augmentation prévisible de 30 %** du prix de l'électricité **d'ici 2016**.

Combien de familles ne pourront plus se chauffer dans cinq ou dix ans si le nucléaire, et son corollaire le chauffage électrique, restent le premier choix de la France ?

Dès 2012, il faudrait élaborer un **calendrier opérationnel de remplacement des centrales nucléaires, région par région**.

Quant aux **salariés** et aux **sous-traitants** des centrales nucléaires, il convient de les rassurer sur leurs **perspectives d'emploi en cas d'arrêt de la production nucléaire** : **nous aurons besoin d'eux pour prendre en charge le démantèlement des sites**, dont la durée vraisemblable est de 30 ans. Cette perspective sera pour eux certainement plus

souriante que de devenir des liquidateurs en cas d'accident (20 000 travailleurs sont d'ores et déjà intervenus à Fukushima !)

Une autre raison de préparer énergiquement l'arrêt de l'ensemble des centrales française dès le prochain quinquennat, c'est qu'une vision à 30 ans ne suffit pas. Cette erreur a été commise par la génération qui nous a précédé et nous en subissons les conséquences aujourd'hui. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision à 100 ans.**

Nos ancêtres nous ont montré l'exemple pour la gestion de l'eau à la fin du 19^{ème} siècle : c'est grâce à la vision à très long terme de ceux qui ont conçu, il y a 150 ans, le système d'adduction d'eau de la région parisienne, que le Franciliens ont encore, aujourd'hui, de l'eau potable au robinet. **Adoptons la même vision de très long terme pour régler nos problèmes en matière d'énergie.**

Pierre Messmer, le Premier ministre qui engagea la France dans le tout nucléaire en mars 1974, est désormais bien à l'abri dans sa tombe. Nous avons encore le choix de **refuser son héritage, pour ne surtout pas avoir à le transmettre, nous-mêmes, à nos enfants.**

François Hollande a mis la jeunesse au cœur de ses préoccupations. **Nous ne pouvons pas imposer ce fardeau aux générations futures !** Pour garantir leur avenir, nous devons ôter cette épée de Damoclès qui leur obscurcit l'horizon !

Le recours aux **énergies renouvelables** est la **seule option durable**. Et la France dispose du **deuxième gisement éolien et solaire** d'Europe.

De plus, j'attire votre attention sur le fait que les pays qui n'investissent pas, dès aujourd'hui, dans les énergies renouvelables (Recherche & développement, fabrication) **seront un jour définitivement dépendants** de ceux qui ont compris la nécessité économique d'un tel virage, comme l'Allemagne.

Je me permets également d'attirer votre attention sur le fait que les bouleversements climatiques en cours n'affectent plus désormais uniquement des pays pauvres ou des zones faiblement peuplées, comme ce fut le cas durant plusieurs décennies.

2011 nous en a donné de multiples preuves : **ouragan à New York, inondations à Bangkok**, et des dizaines de milliers de personnes **privées d'électricité** dans les tout premiers jours de 2012, **en France**, à la suite de vents violents...

Du reste, un **accident nucléaire classé niveau 1** par l'ASN s'est produit le 12 septembre 2011 à Marcoule, dans le Gard : **l'explosion d'un four de fusion** pour métaux faiblement radioactifs, qui a provoqué la mort d'un ouvrier et blessé quatre autres, dont un jeune homme de 28 ans, brûlé à 80 % et transféré à l'hôpital militaire Percy de Clamart, qui dispose d'un service spécialisé pour les blessés contaminés par la radioactivité. Les circonstances de l'accident ont été révélées le 26 octobre 2011 par le *Canard Enchaîné*, p. 5. Les voici.

Dix jours avant l'explosion, l'alimentation électrique de ce four est tombée en panne pendant une coulée, mais au lieu de suivre la procédure, qui consiste à vider le four de son contenu partiellement fondu avant de le remettre en service, il a été rallumé le 5 septembre alors qu'il contenait 4 tonnes de ferraille refroidie. Nouvelle panne, Lettre aux candidates UMP aux élections législatives 2012, page 5.

pendant laquelle le site a reçu, le 8 septembre, la visite d'un inspecteur de l'IRSN. Lequel n'a détecté aucune anomalie, la panne du four ne lui ayant pas été signalée.

Après le remplacement d'une pièce, ce four a été remis en fonctionnement le lundi 12 septembre à 8 h du matin, alors qu'il était toujours plein. Et au lieu d'une heure normalement, on l'a fait fonctionner à plein régime pendant 3 heures. La combustion n'étant toujours pas correcte, cinq travailleurs ont pénétré dans le four, équipés de combinaisons ignifugées et coiffés de heaumes étanches alimentés en oxygène pour briser, au moyen de barres à mines, la croûte de métal qui s'était formée et empêchait la combustion.

L'explosion s'est produite quelques minutes plus tard, tuant un homme sur le coup et blessant grièvement les quatre autres. Le pilote à distance du four, qui aurait normalement dû être épaulé par ses supérieurs pendant l'entrée des fondeurs, était seul à ce moment là.

Pourquoi cet accident s'est-il produit ? Parce que, sur les 180 salariés de CENTRACO, qui appartient à SOCODEI, filiale d'EDF, il ne s'en est pas trouvé un seul pour faire respecter les consignes du fabricant allemand du four !

Nul ne peut donc se gargariser avec « le nucléaire français, le plus sûr du monde ».

En 2012, nous avons appris **l'arrêt d'urgence d'au moins trois réacteurs** dans les centrales de **Cattenom, Penly** (où des flaques d'huile ont pris feu à l'intérieur même du bâtiment réacteur), et **Fessenheim**.

Compte tenu de ses **stocks de plutonium**, la France n'a plus besoin de faire tourner ses centrales électronucléaires civiles pour continuer de disposer de la **bombe atomique**. Les deux sujets peuvent donc être **traités séparément**.

C'est pourquoi il ne faudrait pas que vous fondiez votre futur vote à l'Assemblée nationale uniquement sur les informations dont vous disposiez déjà avant de lire cette lettre. Je vous engage à **prendre connaissance des faits et des chiffres** cités sur le site **www.sortirdunucleaire.org** par ceux qui réunissent depuis 15 ans des informations censurées ailleurs. (Le saviez-vous ? Dans la tour AREVA à La Défense, il y a un étage complet de salariés dont l'unique mission est de faire en sorte que la presse ne parle pas du nucléaire...)

J'espère que vous voudrez bien prendre en compte les informations contenues dans cette lettre, que je vous adresse en recommandé AR pour vous montrer tout le poids que je lui accorde.

Votre réponse avant les élections sera déterminante pour mon vote.

Dans cette attente, je vous prie de recevoir, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Signature